

Observations d'Altice France

Consultation publique de l'ARCEP sur le projet de décision d'analyse du marché de fourniture en gros d'accès aux infrastructures physiques de génie civil pour le déploiement de réseaux de communications électroniques

du 29 juin au 18 septembre 2023

Altice France demande à l'Arcep de rendre une décision plus précise et plus ambitieuse afin d'encadrer efficacement les modalités d'accès aux infrastructures de génie civil d'Orange, qui exerce une influence significative sur ce marché.

Contrairement à la précédente décision n° 2020-1445 du 15 décembre 2020, le nouveau cadre réglementaire de l'accès au génie civil d'Orange portera sur une durée de cinq ans.

A l'aune de la fermeture progressive de la boucle locale en cuivre par Orange, concomitante à l'extension des réseaux en fibre optique et aux millions de raccordements FTTH restant à réaliser, il est particulièrement crucial que les nouvelles dispositions établies par l'Arcep soient dès à présent renforcées et complétées, en tenant compte notamment de nos commentaires depuis la consultation « bilan et perspective » de l'été 2022, et ce dans une logique d'amélioration concrète des modalités d'accès aux infrastructures de génie civil (ci-après « GC ») appartenant à Orange.

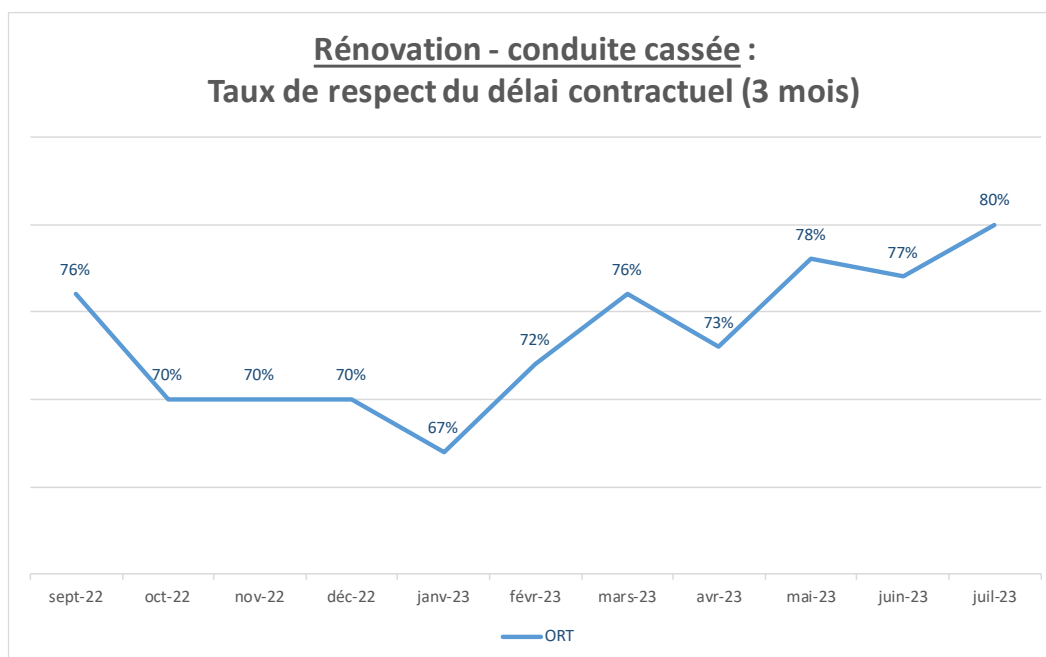
Dans cette optique, et au-delà des éléments déjà développés dans nos précédentes contributions, Altice France demande expressément à l'Arcep de prendre en considération les besoins suivants :

1. Une nécessaire optimisation des processus et des délais de rénovation du génie civil
2. Un renforcement des obligations de transparence et de non-discrimination
3. L'urgence à prendre en compte l'immobilier neuf
4. Une anticipation et clarification de la désaturation des infrastructures par Orange
5. La prévention des risques inhérents à la fermeture du cuivre

1°) Une nécessaire optimisation des processus et des délais de rénovation du génie civil

Actuellement, Orange ne respecte pas ses engagements de délai maximum de rénovation (3 mois en souterrain, 4 en aérien).

Le graphique ci-dessous illustre en particulier l'évolution du taux de respect du délai contractuel de rénovation de conduite cassée vis-à-vis des opérateurs alternatifs, publié par Orange au travers de ses indicateurs mensuels, sur la période allant de septembre 2022 à juillet 2023.



Non seulement Orange ne respecte pas ses engagements contractuels mais, de surcroît, nous considérons que le niveau de ces engagements n'est pas satisfaisant avec de tels délais.

Il convient également de souligner que le mécanisme de pénalité, associé au non-respect des engagements, dans l'offre GC BLO, est beaucoup trop faible pour inciter réellement Orange à devenir plus performant.

D'autre part, comme nous l'avons dénoncé à plusieurs reprises, Orange fait artificiellement obstacle aux besoins des opérateurs concernant la rénovation des appuis aériens via l'exigence contractuelle de prévisions anticipées 7 mois à l'avance, ce qui est totalement injustifié dans la mesure où Orange connaît mieux que quiconque l'état de son patrimoine et, en particulier, devrait être parfaitement capable d'anticiper le taux d'appuis à remplacer en fonction de ses propres expertises et des signalements¹ des tiers.

¹ Lancé en 2014, le service Dommages Réseaux permet à toute personne de signaler une avarie constatée sur des équipements Orange, y compris les poteaux : <https://dommages-reseaux.orange.fr/dist-dommages/app/home>.

Voir aussi : [https://reseaux.orange.fr/actualites/application-dommages-reseaux#:~:text=Le%20bon%20r%C3%A9flexe%20%3A%20dommages%2Dreseaux.orange.fr&text=Vous%20avez%20%C3%A9galement%20la%20possibilit%C3%A9,le%2011%20\(appel%20gratuit\)](https://reseaux.orange.fr/actualites/application-dommages-reseaux#:~:text=Le%20bon%20r%C3%A9flexe%20%3A%20dommages%2Dreseaux.orange.fr&text=Vous%20avez%20%C3%A9galement%20la%20possibilit%C3%A9,le%2011%20(appel%20gratuit)).

A ce stade, le nouveau projet de décision dispose qu'Orange doit (cf article 3 et annexe 1) proposer un processus de désaturation et de rénovation efficace, y compris pour le raccordement final, permettant la mise en œuvre de ces opérations par les tiers s'ils en font la demande, dans un délai sur lequel Orange s'engage selon la typologie d'interventions. *« Ce délai ne peut excéder quatre mois pour les interventions tant sur appuis aériens que sur les infrastructures souterraines², et deux mois pour les interventions liées à un raccordement final. Ces délais démarrent après l'instruction de la demande de l'opérateur. »*

Altice France considère que :

- le délai d'instruction d'une notification ne doit pas excéder 2 jours ouvrés (et non 5) ;
- le délai raisonnable de réalisation des travaux par Orange doit être plafonné à un mois (soit 20 jours ouvrés) et ce, aussi bien pour les besoins d'un raccordement final que ceux d'un déploiement aérien ou souterrain.

Par conséquent Altice France exhorte l'Arcep à rendre une décision plus ambitieuse, dans l'intérêt de tous les opérateurs et de leurs clients, en imposant formellement à Orange de ne pas excéder un délai de 20 jours ouvrés (22 JO en comptant la prise en compte de la demande) pour toute rénovation du GC dont il est propriétaire, tant sur appuis aérien que sur conduites souterraines.

A défaut, le nouveau cadre asymétrique ne serait pas cohérent ni compatible avec l'obligation réglementaire prévue par la décision Arcep n° 2020-1432, qui vise à ce que tous les opérateurs d'infrastructure FTTH résolvent en 25 jours ouvrés les problèmes de raccordement impliquant du génie civil à réparer. Si l'Arcep devait inscrire un délai maximal de deux mois uniquement pour les raccordements, la fixation des autres délais de rénovation à quatre mois serait une véritable régression par rapport au cadre actuel qui prévoit un délai maximum de rénovation en souterrain de trois mois et en aérien de quatre mois. Altice France s'oppose fermement à une telle remise en cause des objectifs de rénovation par Orange.

Par ailleurs, l'Arcep précise à juste titre que les commandes de prestations de rénovations auprès d'Orange ne devront pas être conditionnées à la transmission d'une volumétrie prévisionnelle par les opérateurs demandeurs. Nous confirmons et approuvons ce postulat, à condition qu'il soit appliqué sans exception et, par conséquent, non limité aux seules interventions liées à des raccordements finals.

En outre, conformément au besoin déjà exprimé par SFR lors du groupe de travail « Réalisation de tous les raccordements finals » animé par l'Arcep le 27/06/2023, nous insistons sur la **nécessaire simplification par Orange du contenu du dossier technique exigé pour la réparation de conduites cassées³ (appelé DOSTEC) et la modernisation de son mode de transmission afin de garantir des processus industriels efficaces**. A ce titre, il est important qu'Orange rende compatible ce dossier avec les flux inter-opérateurs FTTH dont les protocoles sont normés par le groupe Interop.

Il convient également de souligner le **quota ridiculement bas de rehausses de chambres sous chaussée (5/mois/département) pour lequel Orange consent à s'engager, et rappeler l'avènement extrêmement tardif d'une première expérimentation permettant une intervention en autonomie des opérateurs⁴.**

² Cette rédaction constitue une régression par rapport à la situation actuelle (3 mois pour réparer les conduites souterraines).

³ Il s'agit de l'annexe D15 du contrat GC BLO.

⁴ Sachant que le contrat GC BLO v5 interdit aux autres opérateurs d'effectuer en autonomie cette opération de rehausse de cadre et tampon de chambre sur la chaussée.

Nous demandons à généraliser cette option, et donc à la faire **introduire dans l'offre régulée GC BLO au plus tard au 1^{er} trimestre 2024** car, pour le moment, Orange envisage uniquement de poursuivre une phase expérimentale jusqu'en mai 2024.

A cet égard, nous soulignons l'importance de rembourser au juste prix les opérations sous-traitées par Orange à un opérateur dans le cadre d'une intervention que ce dernier choisit de faire directement, en autonomie. Les forfaits établis entre Orange et l'Arcep ne doivent en aucun cas être inférieurs aux tarifs pratiqués par Orange pour ses propres interventions ou travaux. Ces tarifs doivent par ailleurs être valorisés afin de tenir compte du caractère ponctuel des interventions de rénovation ou réparation dans le cadre d'un raccordement final, pour lesquelles les opérateurs seraient amenés à agir à la place d'Orange en autonomie à des coûts plus élevés qu'en phase de déploiement du réseau.

En outre, nous profitons de cette consultation pour souligner la nécessaire célérité attendue de la part des collectivités et gestionnaires du domaine public lors de leur instruction des autorisations de voirie afin de fluidifier les travaux de rénovation devant être réalisés par Orange ou par un autre opérateur.

2°) Renforcer les obligations de transparence et de non-discrimination

En premier lieu, Altice France se félicite que le nouveau projet de décision impose à Orange de publier chaque trimestre, par département, des informations concernant les travaux de maintenance préventive qu'il organise à son initiative. Nous avons en effet dénoncé l'opacité de cette activité en 2020 lors de la précédente analyse de marché.

Nous incitons l'Arcep à redoubler de vigilance sur ce sujet car, à titre d'exemple, Orange ne transmet pas en temps utiles⁵ les fichiers prévisionnels qu'il doit pourtant partager chaque semestre afin d'informer les opérateurs de sa campagne d'expertise de son parc d'appuis aériens.

Comme le souligne le nouveau projet de décision, il est fondamental que l'opérateur historique ne soit pas en mesure de favoriser les zones où il est opérateur d'infrastructure FTTH au détriment de ses concurrents. Cependant, l'information ne sera réellement efficace et exploitable par les opérateurs alternatifs qu'à condition d'obliger Orange à signaler par avance les communes et appuis concernés par ces remplacements ou renforcements proactifs. Or, l'Annexe 4 du projet de décision semble pour le moment évoquer un bilan macroscopique post-réalisation, ce qui n'est pas satisfaisant.

Il est essentiel que les opérateurs soient avertis au préalable, dans une logique de travaux programmés.

En second lieu, les informations cartographiques et métadonnées dont dispose Orange, notamment concernant l'état de son GC, doivent être rendues directement et intégralement accessibles via une source unique, exploitable en temps réel et de façon automatisée dans les SI et outils des opérateurs alternatifs, notamment pour les besoins des raccordements finals.

La documentation préalable fournie aux opérateurs est actuellement constituée de trois composantes que sont les plans itinéraires (PIT), les fichiers GESPOD regroupant les informations sur les appuis aériens et les schémas de câbles cuivre recensés en aérien. En pratique les opérateurs n'ont pas un

⁵ Altice France a obtenu le fichier expertise du 2^e semestre 2023 avec retard, fin août 2023 et après relance d'Orange WF. De plus, malgré nos demandes, ce fichier ne comporte pas la référence INSEE de chaque commune auditée.

accès direct à une base de données nationale et requêtable, mais reçoivent unitairement des extractions de fichiers à la maille communale ou départementale, et à condition que l'opérateur en fasse la commande, ce qui impose des manipulations chronophages et non réalisables par les opérationnels sur le terrain.

Malgré nos multiples demandes depuis 2017, force est de constater que, contrairement à Orange, les opérateurs alternatifs ne bénéficient toujours pas d'un accès direct à l'intégralité de « *l'unique base cartographique* » puisque la délivrance des données est fragmentée (PIT par PIT) et que, de surcroît, aucun dispositif d'alerte n'a été mis en place par Orange pour avertir de la mise à jour de son référentiel (il s'agit de la source de l'information, actuellement appelée base « Tigre »).

Afin d'illustrer ce propos il convient d'évoquer la découverte par nos équipes, lors d'interventions de raccordements clients, de chambres récemment sécurisées⁶ par Orange en prévision des jeux olympiques. Cette information ne figurait pas dans les PITs et aucune liste n'a été partagée par Orange à cette occasion.

Cette asymétrie d'information est préjudiciable aux opérateurs d'infrastructures, aux opérateurs commerciaux et à leurs clients.

Il est donc incompréhensible que l'Arcep s'abstienne à nouveau d'imposer à Orange l'obligation de donner un accès permanent et complet à cette base, et ce malgré une doctrine favorable depuis la décision n° 2017-1347.

Pourtant, comme le rappelle l'Arcep elle-même dans son projet de décision, la Commission européenne considère que les autorités de régulation nationales doivent, de préférence, imposer le principe d'équivalence des intrants, qui se définit ainsi : « la fourniture de services et d'informations aux demandeurs d'accès internes et tiers dans les mêmes conditions, y compris en ce qui concerne les niveaux de prix et de qualité de service, les calendriers, les systèmes et processus utilisés et le niveau de fiabilité et de performance. »

En outre, paradoxalement, l'ARCEP considère qu'Orange doit s'engager sur un délai raisonnable (1 mois) pour mettre à jour les informations dans sa base de données numériques vectorielles géolocalisées à la suite de travaux sur ses infrastructures. Or, en l'absence d'accès direct à l'intégralité de cette base, les opérateurs ne pourront pas avoir accès aux données actualisées et conserveront des plans (PIT) obsolètes, ce qui sera préjudiciable en particulier pour les raccordements FTTH.

Altice France réaffirme donc la nécessité d'appliquer sans plus tarder ce principe d'équivalence des intrants à Orange, de manière à permettre aux opérateurs d'accéder réellement aux mêmes informations et dans les mêmes conditions qu'Orange. Cette demande est raisonnable et proportionnée, et nous considérons qu'Orange dispose des moyens techniques pour la satisfaire.

En troisième lieu, Altice France réitère⁷ le besoin de transparence totale inhérent à la fermeture technique de sites NRA :

- Obtention du référentiel des prestations techniques et commerciales (Coloris) commandées à Orange dans le cadre d'une prestation d'hébergement ;
- Obtention d'une liste complète et actualisée des sites NRA pérennes et non pérennes ;

⁶ Ce qui signifie verrouillées, sans possibilité de prêt de clé, ce qui oblige l'opérateur à commander un accompagnement à Orange pour accéder à ces chambres sécurisées.

⁷ Dans la continuité des besoins déjà exprimés en réunions multilatérales sur l'hébergement NRA/NRO.

- Renforcement du contrôle *a priori* de l'Arcep sur d'éventuelles augmentations du tarif des prestations d'énergie ;
- Détail du processus de conservation de la collecte optique (LFO) malgré la fermeture technique d'un site NRA.

En dernier lieu, nous relevons que le projet de décision prévoit de compléter les indicateurs mensuels de qualité de service actuellement publiés par Orange.

En particulier, en application de l'article 23, l'annexe 4 « *Connaissance des réseaux et qualité de service* » mentionne au paragraphe 4.3 une disposition inédite : « *Orange transmet à l'Autorité et aux opérateurs, dans un format permettant une réutilisation facile des données, un ensemble de données permettant notamment de s'assurer de l'effectivité de la qualité de service. Il est accompagné d'une notice précisant la définition de chacune des données présentes.* »

Altice France est favorable à cette nouvelle disposition mais demande que ces données soient rapidement définies avec davantage de précision, et ce, en concertation avec les opérateurs dans le cadre de l'instance multilatérale animée par l'Arcep.

3°) Urgence à prendre en compte l'immobilier neuf

Dans l'intérêt général, Altice France demande instamment à introduire dans l'offre régulée GC BLO la prestation connexe de création ou d'extension de chambre sans fond, afin de rationaliser et d'accélérer les travaux d'adduction des immeubles neufs jusqu'aux conduites mobilisables les plus proches. Orange estime que plusieurs milliers de chambres pourraient être concernées au niveau national, permettant de diminuer les linéaires de génie civil à créer en domaine public alors que des capacités de fourreaux sont disponibles à proximité des habitations neuves.

Par extension, nous demandons également l'intervention des opérateurs d'infrastructures FTTH en autonomie soit autorisée, contre juste rémunération. En effet, les opérateurs d'infrastructure sont confrontés à des contraintes de coordination importantes afin de permettre le raccordement de l'immobilier neuf dans des délais compatibles avec l'arrivée des occupants. La modalité proposée par Orange conduit à un séquençage des étapes de construction du raccordement qui ne permet pas d'optimiser les délais, ni les coûts et bilan écologique associés à de multiples interventions sur le génie civil en domaine public, en prérequis du raccordement final par l'opérateur commercial.

Après de nombreux mois de sollicitation, XpFibre n'a pu réaliser pour l'instant que deux pilotes, ce qui est loin de correspondre au besoin opérationnel, quand bien même Orange promet le lancement d'une offre depuis plus d'un an, sans engagement de délais d'engagement de réalisation des études et des travaux, ni de bordereau de prix partagé et raisonnable. Altice France rappelle que la création de chambres sans fond existe de longue date pour les raccordements en cuivre et ne devrait en aucun cas être un obstacle au déploiement de la fibre.

La problématique de l'absence d'une offre de création ou d'extension de chambre sans fond à l'offre GC BLO d'Orange est un obstacle supplémentaire qui s'ajoute à la problématique du financement de la création de génie civil en domaine public. Les difficultés liées au raccordement de l'immobilier neuf existent depuis qu'Orange a décidé d'arrêter tout raccordement à sa boucle locale de cuivre au 1er janvier 2022, historiquement dans le cadre de sa mission d'opérateur du service universel, quand bien

même les zones en cours de déploiement FTTH n'ont pas atteint la complétude, ni obtenu le statut de zone fibrée.

Dans l'attente d'une solution de financement nationale péréquée des créations de segments de génie civil en domaine public pour les adductions et pour les raccordements complexes, la prestation de chambre sans fond permettrait d'utiliser au mieux le génie civil existant d'Orange. Altice France considère qu'il s'agit d'une prestation connexe à l'offre d'accès au génie civil d'Orange et non pas une obligation de création de nouveaux fourreaux.

Il convient de surcroît de souligner que la facturation par Orange de l'accès à son génie civil s'applique à tous les accès FTTH couverts par un point de mutualisation et ce, que l'infrastructure d'Orange soit mobilisable, défectueuse ou absente.

A défaut de prise en compte immédiate de ce besoin dans la nouvelle réglementation, nous alertons l'Arcep sur un quintuple risque :

- de gestion arbitraire des demandes par les unités locales d'Orange ;
- de quota ou limite quantitative implicite ;
- d'absence d'engagement de délai pour l'étude et la réalisation des opérations par Orange ;
- de discrimination ;
- et de moindre efficacité dans l'utilisation des infrastructures disponibles.

4°) Anticiper et clarifier la désaturation des infrastructures par Orange

Il faut établir sans plus attendre un calendrier pour anticiper, étudier et spécifier sous l'égide de l'Arcep les modalités de dépose des câbles en cuivre par Orange, afin de favoriser la désaturation de conduites souterraines mais aussi pour veiller à la sécurité des réseaux optiques déjà déployés.

Altice France souhaite également attirer l'attention de l'Arcep sur le besoin de clarification⁸ et de fluidification du processus d'étude d'opportunité et de construction par Orange de nouveaux fourreaux en cas d'infrastructure existante saturée, ou de reconstruction de tronçons non mobilisables.

En effet, la construction de nouveaux fourreaux constitue une solution de dernier recours en présence d'infrastructure saturée, mais les dispositions de l'offre de référence doivent impérativement être précisées dans une logique d'efficacité.

5°) Prévenir les risques inhérents à la fermeture du cuivre

Il apparaît nécessaire de compléter le cadre réglementaire afin d'anticiper et d'éviter plusieurs écueils :

- Risque d'impact sur la pérennité des réseaux de collecte lors de la fermeture définitive de sites NRA

L'Arcep devait d'ores et déjà encadrer la sécurisation des liens LFO qui s'enchaînent entre les NRA, en obligeant Orange à clarifier les modalités pratiques et contractuelles de maintien et d'adaptation de la collecte optique.

⁸ Déjà exprimé par les opérateurs notamment lors de la multilatérale du 05/07/2023.

- Risque d'endommagement des réseaux optiques lors des opérations de dépose des câbles en cuivre

Nous souhaitons que l'Arcep impose à Orange de préciser rapidement, dans les 6 mois qui suivent la publication de la décision, les précautions et modalités opérationnelles qui seront prévues pour garantir la sécurité des réseaux optiques et la préservation d'un accès effectif.

Il en va de même pour les processus d'enfouissement d'appuis aériens, afin de clarifier dès à présent les responsabilités d'Orange à l'égard de la fermeture d'une boucle locale en cuivre.

- Risque d'abandon par Orange des adductions utilisées pour ses câbles en cuivre

Orange se doit d'assurer l'entretien des adductions appartenant à des tiers au sein desquels il dispose de câbles en cuivre, tant que les câbles en cuivre n'ont pas fait l'objet d'une fermeture technique effective et d'une dépose définitive. Dans le contexte de fermeture du cuivre, Orange doit faciliter les modalités de migration du cuivre vers la fibre sans se dédouaner, ni rendre les opérateurs d'infrastructures responsables des adductions entretenues par Orange jusqu'à présent.

- Risque d'entrave aux opérations d'enfouissement à la demande des collectivités

Enfin, Orange se doit de maintenir son rôle dans la réalisation des opérations d'enfouissement de câbles en aérien en mettant à disposition des infrastructures souterraines qu'il partage avec les opérateurs d'infrastructure, tant que les communes en question ne sont pas concernées par une fermeture technique effective.